

Européennes : Échos de Loire-Atlantique et de Lille (pp. 4-5)

COMMUNISTES

Austérité et services publics : un couple explosif ! (p. 3)



Vidéo

Rencontre
d'Yzeure (Allier)
avec Léon
Deffontaines et
Fabien Roussel

CNDP, PPE et autre SNBC

Lors d'une rencontre avec les ONG, Gabriel Attal a promis l'organisation prochaine d'un (nouveau) grand débat dans le cadre du CNDP, qui devrait porter sur le PPE mais aussi sur le SNBC. C'est en tout cas ce que nous annonce la presse économique. Il faut un décrypteur pour traduire ce charabia : le gouvernement voudrait mettre à l'ordre du jour la question de l'énergie, il ne serait pas trop pressé d'aboutir et il envisagerait à terme une loi, une petite loi, sur le sujet. N'empêche, on reste admiratifs devant la capacité de nos technocrates à simplifier (et faciliter) le débat politique. ✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

*"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"*

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

21 mars, à partir de 19 h : Soirée « Manouchian » avec les écrivains Didier Daeninckx et Gérard Streiff, organisée par le Parti communiste et l'Institut d'Histoire sociale CGT. Club-Bar des Cheminots, Avignon (84)

24 mars, à partir de 12 h : Traditionnel banquet populaire de la section de Châlons-en-Champagne. Salle des fêtes, Coolus (51)

26 mars, à partir de 19 h30 : Meeting de Léon Deffontaines & Fabien Roussel dans le Finistère. Salle Dan ar Braz, Quimper (29)

29 mars, à partir de 19 h : La section de la Presqu'île de Guérande et la section de Saint-Nazaire organisent un débat sur la santé, avec la participation de Fabien Cohen, membre de la commission « Santé, protection sociale » du PCF. Salle des Perrières (CLIS), Guérande (44)

29 mars, à partir de 19 h : La section du Parisis organise son banquet en présence de Léon Deffontaines, tête de liste communiste aux élections européennes. Buffet, soirée dansante... Contact : 06 64 67 77 15. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

29 mars, à partir de 20 h : Réunion publique de présentation du plan climat Empreinte 2050 par Serge Vidal, organisée par 5 sections du sud de l'Essonne. Salle des Associations, Chamarande (91)

30 mars, à partir de 10 h : Fête du *Patriote*, journal des communistes de l'Ariège, qui fête ses 80 ans. Débats, expositions mémorielles, banquet républicain, concert ambiance latino/cubaine. Espace Olivier-Carol, salle des Artistes, Foix (09)

30 mars, à partir de 17 h : Présentation du plan climat Empreinte 2050, en présence d'Amar Bellal, responsable national en charge de la commission Écologie. Salle La Forge, Harfleur (76)

8 avril, à partir de 18 h 30 : La section de Châlons-en-Champagne organise une conférence-débat sur la Palestine, animée par Jean-Paul Lecoq. Auditorium de la bibliothèque municipale G. Pompidou, Châlons-en-Champagne (51)

10 avril, à partir de 18 h 30 : La section Luberon-Cavaillon vous propose de débattre ensemble de l'avenir de l'agriculture française et vaclusienne, du revenu paysan et de la production d'une nourriture de qualité pour toutes et tous, mais aussi de la revitalisation de nos campagnes, de l'amélioration de la qualité de vie et du travail au pays. BIO'S, 131 cours Gambetta, Cavaillon (84)

20 avril : La section de Châlons-en-Champagne organise un hommage commun CGT-PCF au résistant Bernard

Remy. Square résistance fer, Châlons-en-Champagne (51)

1^{er} juin : La section de Châlons-en-Champagne organise une formation puis une conférence-débat sur le plan climat Empreinte 2050. Maison des Syndicats, Châlons-en-Champagne (51)

Les initiatives de la Fondation Gabriel-Péri

Dans le cadre du séminaire : Les extrêmes droites en Europe. État des lieux et perspectives, la Fondation organise 3 tables rondes :

- Vendredi 22 mars. En présentiel + visioconférence, 14h30-16h30. À la Fondation, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin. Quand l'extrême droite participe au pouvoir. Le cas de la Pologne, de l'Italie et des pays nordiques. Avec Giorgia Bulli, chercheuse au département de sciences politiques et sociales de l'université de Florence, Italie) ; Maurice Carrez (professeur émérite d'Histoire contemporaine à l'université de Strasbourg) ; Frédéric Zalewski (maître de conférences en sciences politiques, Institut des sciences sociales et du politique de l'université de Nanterre. Le cas de la Pologne).

Pour assister à la conférence en présentiel, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/join/register/WN_hu_-X0vQueao9IsH22VTQ#/registration

- Vendredi 22 mars. En présentiel + visioconférence, 17 h-19 h. À la Fondation. Quelles sont les stratégies de l'extrême droite à l'échelle européenne et au Parlement européen ? Quelles résistances en cours et à construire ? Avec Nicolas Hubé (professeur des universités, Centre de recherche sur les médiations, directeur du Centre interdisciplinaire d'études et de la recherche sur l'Allemagne, université de Lorraine) ; Théo Coskun (conseiller municipal de Rotterdam, Pays-Bas).

Pour assister à la conférence en présentiel, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/join/register/WN_hu_-X0vQueao9IsH22VTQ#/registration

Pour assister à la conférence en présentiel à l'Hôtel de Ville, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence :

https://us02web.zoom.us/join/register/WN_9XvGfokV_SzSYWa7YYVCBjA#/registration

Austérité et services publics : un couple explosif !

Le 12 décembre 2023, 89 syndicats des États membres ont organisé une Euro-manifestation à Bruxelles pour dénoncer le retour du pacte de stabilité suspendu pendant la pandémie. L'austérité, et sa règle absurde des 3 % de PIB de déficit public à ne pas dépasser, redevient contraignante. Ce taux, fondé ni de manière théorique ni empirique, redevient la boussole du gouvernement français qui a décidé d'appliquer docilement cette doxa libérale par des coupes drastiques dans les budgets de l'État. La riposte en France aura lieu le 19 mars, où l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique appelle à la grève et aux mobilisations dans tous les départements.

Une démocratie parlementaire piétinée en France et en Europe !

Les dirigeants des pays européens se sont donc entendus en décembre pour trouver un accord en faveur du rétablissement du pacte de stabilité. Pour imposer l'austérité en Europe, le gouvernement français s'est « auto-mandaté » car il n'a aucunement consulté le Parlement – privant une nouvelle fois la population d'un débat démocratique en amont de sa position. Afin d'être entériné ou rejeté, cet accord doit dorénavant suivre son parcours officiel et être soumis au vote du Parlement européen lors d'une séance plénière d'avril. Mais le gouvernement français, fidèle à lui-même, ne s'encombre pas de démocratie ! Bruno Le Maire n'attend pas le résultat de ce vote et annonce la mise en musique en France de ses choix politiques austéritaires : 10 milliards de coupes sombres dans les budgets de l'État immédiatement et 20 milliards l'an prochain – qui s'ajoutent aux 16 milliards déjà spoliés par la loi de finances 2024 imposée par 49.3.

La coupe s'élève donc à 46 milliards d'ici 2027

Le pacte de stabilité contient la fameuse règle très arbitraire du déficit public qui ne doit pas excéder 3 % du PIB. Concrètement, cette règle sert d'alibi aux États membres pour sous-financer les services publics afin de les propulser dans le grand bain de la concurrence. Asphyxier, privatiser, externaliser des pans entiers de services



publics est une condition pour les soumettre aux lois du marché. Les coupes drastiques dans les budgets des ministères auront des conséquences très claires pour les usagers des services publics, pour les personnels et sur l'emploi public.

C'est d'emblée une fin de non-recevoir pour les revendications salariales des agents et agents de toute la fonction publique. D'ailleurs, ce refus d'augmenter les salaires a déjà été confirmé par le ministre Guérini aux organisations syndicales. Ce sont aussi les conditions de travail qui vont continuer de se dégrader, car le recrutement va lui aussi être gelé. Donc, que ce soit au niveau de l'école, des hôpitaux ou des collectivités territoriales, le manque criant de personnel va s'aggraver, creusant toujours plus les inégalités et le ressentiment des usagers et usagères.

Et dans sa stratégie globale et opportuniste de casse de notre modèle social et d'attaques frontales contre les droits des salarié-es, le gouvernement a déjà annoncé une nouvelle loi Travail et une nouvelle loi Fonction publique qui prévoient de restreindre les devoirs des employeurs publics et du patronat et d'affaiblir toujours plus

les droits des salarié-es. Et cette paupérisation organisée des 5,7 millions de fonctionnaires, conjuguée aux inégalités territoriale, sociale et scolaire accrues, c'est autant de situations d'aubaine pour les forces nationalistes d'extrêmes droites qui instrumentalisent le mécontentement et les frustrations accumulées.

Toutes et tous en grève le 19 mars

Face à ces attaques brutales, l'ensemble des organisations syndicales a construit une riposte par la grève le 19 mars qui s'annonce déjà importante dans l'Éducation – l'intersyndicale du 93 ayant fait de cette journée un temps de fort de sa mobilisation débutée il y a maintenant trois semaines. Les assistantes sociales emboîteront la grève le 22 et les retraités le 26 mars. Le printemps s'annonce social !

Un rapport de force pour porter nos revendications

Réussir ses mobilisations est indispensable pour forcer le gouvernement à renoncer à l'austérité et engager des investissements ambitieux pour renforcer les services publics. Contrairement à ce que laisse entendre B. Le Maire, d'autres solutions sont possibles, basées évidemment sur un partage des richesses : établir une fiscalité plus juste, taxer les grandes fortunes, mettre fin à la gabegie du financement public sans contrepartie des entreprises, mais aussi créer des coopérations européennes pour récupérer les 80 milliards d'argent qui dorment dans les paradis fiscaux, mettre en œuvre une taxe sur les transactions financières.

Faire basculer cette Europe libérale en une Europe de justice sociale, c'est l'objectif premier de notre liste. Car si nous ne nous occupons pas de l'Europe, elle s'occupera de nous ! ✪

Sigrid Gérardin
SNUEP-FSU

Léon Deffontaines en Loire-Atlantique

À la rencontre de ceux qui font l'avenir et la richesse du pays !

Au lendemain de l'adoption à une très large majorité de notre liste aux européennes, Léon Deffontaines, tête de liste aux européennes, était en Loire-Atlantique les 12 et 13 mars. Deux jours de déplacements et de rencontres placés sous le signe de l'échange, de l'écoute et de la défense des salariés, ouvriers, jeunes et retraités qui font la richesse et l'avenir du pays. L'entame de ce déplacement aura été l'occasion d'une visite et d'un dialogue avec les salariés du Grand Port maritime Nantes-St-Nazaire, 1^{er} port de la façade atlantique et outil éminemment stratégique de notre souveraineté économique et industrielle. L'opportunité également d'échanges francs et directs avec de nombreux syndicalistes et porte-voix des luttes de filières et métiers aussi divers que variés. Qu'ils soient des secteurs de l'énergie, de l'aéronautique, de l'automobile, des services publics, du rail, de la finance ou de la navale, ces salariés auront pu s'entretenir, remonter leurs enjeux et entendre la voie que souhaite défendre notre parti et notre liste de rassemblement pour que cesse enfin cette construction européenne du dumping et du

moins-disant social. Ce format de discussion sans filtre s'est prolongé également à St-Nazaire en présence de militants et syndicalistes, reflets des combats, des luttes et des espoirs du bassin d'emploi.

Point d'orgue de cette séquence, la réunion publique nantaise aura, quant à elle, rassemblée près de 300 personnes autour de Léon Deffontaines et ses colistiers de la région Pays-de-la-Loire, Camille Petron et Fabien Gache. Souveraineté énergétique, relocalisations industrielles, transition écologique et développement de l'emploi, lutte contre la précarité, défense de nos services publics auront été autant de thématiques au cœur de ce moment fort du déplacement en Loire-Atlantique.

Parce que nous savons que la France dispose d'atouts majeurs pour relever les défis sociaux et environnementaux et que ces atouts sont justement les travailleurs eux-mêmes, il était important pour les communistes du département et notre tête de liste de rencontrer les salariés de la centrale électrique de Cordemais. En effet, les salariés et leur syndicat défendent et promeuvent depuis des années maintenant la transition écologique vertueuse de leur centrale, à base de biomasse, permettant de répondre à la fois aux besoins du territoire, contribuer à la sécurisation de notre alimentation et à la nécessaire électrification du pays que nous appelons de nos vœux pour réduire l'empreinte écologique de nos activités. C'est tout le sens de la défense indéfectible des communistes à ce projet, rappelée par Léon Deffontaines, et plus largement de notre promotion d'un mix énergétique nucléaire et renouvelable fondé sur un grand service public de l'énergie libéré des griffes du marché.

Deux jours de déplacement qui auront été à l'image de notre ambition pour ces européennes : celle de reprendre la main en France et en Europe et de faire respecter plus que jamais la voix de ceux qui font l'avenir du pays et de l'Europe ! ✪

Robin Salecroix
membre du CN



Les communistes de Vence (06) en action. 6 h 30 affichage, 10 h distribution sur le marché.



A Lille pour les Européennes

Léon Deffontaines galvanise le public

Dans cette grande salle du quartier du Vieux Lille, en cette fin d'après-midi du 15 mars, Fabien Roussel et Léon Deffontaines font les cent pas. Le rendez-vous avec le public est prévu pour 19h30. Mais d'ici là, le secrétaire national du PCF et la fête de liste du Parti pour les élections européennes s'apprêtent pour une conférence de presse. Mais les journalistes locaux ne l'entendent pas de cette oreille. Ils veulent le jeune candidat pour eux tout seul : interview les yeux dans les yeux pour *La Voix du Nord*, direct au JT de 19 h pour *France 3*.

Qu'à cela ne tienne. La conférence de presse est annulée. C'est que la presse semble toujours intriguée par ce jeune candidat amiénois, ex-secrétaire général du MJC et porte-parole de Fabien Roussel lors de sa course à l'Élysée en 2022.

Précisément, les deux hommes vont avoir l'occasion de montrer leur complicité face à un public qui va assurer une salle comble et qui est venu avec de nombreuses questions. D'emblée, la secrétaire de la fédération du Nord, Karine Trottein, dans le rôle de cheffe d'orchestre de la soirée, promet : « Pas de longs discours, mais des échanges et des partages avec la salle ».

Avant ces échanges, les colistiers qui entourent la tête de liste présentent le sens de leur engagement. Héroïse Dhalluin, agent SNCF, membre du CSE de Fret SNCF et conseillère régionale, tacle le néolibéralisme qui casse le transport public et insiste sur la nécessité d'un véritable service public pour les voyageurs. Eddie Jacquemart, conseiller municipal de Lille et président de la Confédération nationale du logement (CNL), décrit son combat pour le logement social. Les participants applaudiront aussi Manon Ovion, la syndicaliste qui a mené les 83 jours de grève de l'entreprise nordiste Vert Baudet l'an dernier et qui plaide pour une hausse du Smic qui « entraînera la hausse de l'ensemble des salaires ».

Le parlementaire européen sortant, Emmanuel Maurel (Gauche républicaine et socialiste), cite Lula pour défendre une « gauche de tous les jours, de la vie ». Samia Jaber, conseillère départementale de Belfort et colistière, s'écrie contre le projet libéral de Bruxelles, le déclassement, les délocalisations industrielles, la guerre...

À leur suite, Fabien Roussel et Léon Deffontaines n'ont pas de mal à déclencher des tonnerres d'applaudissements. Ce dernier précise encore la composition de la

liste qu'il mène : un tiers d'élus communistes engagés sur leur territoire, un tiers de responsables d'autres partis politiques de gauche, un tiers de responsables syndicaux représentant le monde du travail.

Dans une ambiance euphorique, le secrétaire national lui donne l'accroche : ce jour est celui de l'anniversaire de Léon Deffontaines (28 ans), c'est aussi celui du programme du Conseil national de la Résistance, les Jours heureux.

Le candidat développe sur ce thème. Il n'oublie pas que cette région du nord, les Hauts-de-France, a voté contre le traité européen de 2005 et a été trompée comme tous les électeurs. La remise en cause des traités est largement évoquée avec le public. La guerre également (en Ukraine et en Palestine) et l'escalade d'Emmanuel Macron.

Les questions fusent des rangs très serrés. Le « fabriqué en France », la souveraineté, les transports publics, les personnes en situation de handicap, la sortie de l'Otan... Et la guerre encore. « Nous ne sommes pas des pacifistes béats », défend Léon Deffontaines, « mais il est hors de question de devenir cobelligérants ». Dans le public, on perçoit quelques dissonances, notamment sur le positionnement du parti communiste russe sur l'engagement en Ukraine.

La soirée est revigorante et se poursuit au-delà des deux heures d'échanges. Ce soir, la liste menée par Deffontaines met des étoiles dans les yeux pour « reprendre la main en France et en Europe ».

Philippe Allienne



plein temps

Activité en direction des retraité-e-s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com



N°76 mars 2024

le libre développement de chacun...

Entre 2020 et 2021, l'Europe a été confrontée à des épreuves majeures, telle la pandémie de Covid-19, qui a fait plus d'un million de morts, particulièrement parmi la population âgée, les retraité-e-s.

Cette situation a révélé la vétusté des systèmes de santé et la fragilisation des systèmes de protection sociale, en Europe, alors que les inégalités liées à l'âge, au genre et au lieu de naissance et de vie ne cessent de s'aggraver.

Dans un monde, soumis aux dogmes capitalistes, où la paix, la justice sociale, le respect de la planète paraissent s'éloigner toujours plus, il faut lutter pour un projet de transformation sociale.

Les conséquences de l'invasion russe en Ukraine et de la guerre en Palestine, en plus des atrocités, des dizaines de milliers de décès et de l'exode massif de femmes et d'enfants, ont amené le monde à un niveau élevé de tension, avec des conséquences politiques, économiques et sociales élevées et complexes.

Un processus de paix

L'Europe doit dépasser cette situation avec la mise en place d'un véritable processus de paix. La guerre a provoqué une très forte augmentation du coût du gaz, de l'énergie, des matières premières et des produits de première nécessité et une très forte hausse de l'inflation, générant de graves répercussions sur le monde

DANS CE NUMÉRO	
● Sécurité sociale alimentaire : sans doute pas la bonne solution	page 2
● Gabriel Attal : libéral me voilà	page 3
● Le logement : un secteur gravement en crise	page 4
● Retraites : le laminoin est à l'œuvre	page 4

du travail, sur les familles, sur les retraité-e-s qui représentent près de 100 millions de personnes en Europe, 17 millions en France.

La politique de l'Union européenne a toujours été de considérer les retraité-e-s comme une charge pour la société et comme un facteur de coût. C'est une aberration qui doit cesser, une politique sociale, intergénérationnelle, vers le monde retraité doit être mise en œuvre en Europe.

Une société pour tous les âges

Il est urgent de construire une société pour tous les âges, intégrant la nécessité de trouver des réponses solidaires et qualitatives aux enjeux de vieillissement.

Les retraité-e-s participent à la vie de la société et y apportent une contribution indéniable. Leur sort est le reflet du développement de notre civilisation. Il dit là où nous sommes et le chemin que nous voulons prendre. La retraite constitue donc un droit pour chaque personne.

Une bonne retraite, avec de meilleures pensions et une nouvelle place des personnes âgées dans la société fait partie de notre projet de société où « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

C'est ce projet qui est porté par la liste de large rassemblement à gauche, conduite par Léon Deffontaines pour les élections européennes du 9 juin 2024, que nous appelons à soutenir et pour laquelle nous appelons à voter.

Daniel Junker

est la condition du libre développement de tous

Ces entreprises françaises complices de Netanyahu

A lors que les crimes de l'armée israélienne à Gaza ressemblent de plus en plus à un génocide, la timidité de la France est de plus en plus insupportable. Au-delà de l'inaction diplomatique, le soutien économique à Israël est un scandale. Les premières concernées sont les banques françaises. À hauteur de plus de 22 milliards de dollars, la BNP Paribas est tout simplement la banque d'Europe qui investit le plus dans les colonies israéliennes. La Société générale et le Crédit agricole ne sont pas en reste, en investissant chacune plus de 10 milliards de dollars. AXA de son côté en investit 1 milliard, en passant par trois banques israéliennes directement citées dans la base de données de l'ONU sur les entreprises complices de la colonisation (Bank Leumi, Bank Mizrahi-Tefahot et Discount Bank). Carrefour, en lien avec des entreprises israéliennes, a ouvert plus de 150 magasins, dont une grande partie dans des territoires palestiniens occupés. Le scandale du tramway de Jérusalem est toujours lui aussi d'actualité, où 3 entreprises françaises, dont Alstom, ont été impliquées

dans sa construction. Celui-ci traverse pourtant illégalement des territoires palestiniens. Cet investissement économique français en Israël, c'est un chèque en blanc au gouvernement de Netanyahu. Le signal envoyé est délétère : si la France fait du business avec Israël, c'est qu'Israël est un État tout à fait fréquentable. Une autre politique économique et diplomatique est non seulement possible, mais nécessaire. Fin du soutien économique direct, fin des investissements privés français dans les colonies israéliennes, sinon les pouvoirs publics doivent mettre des sanctions sur la table. De nombreuses voix se font entendre sur ce sujet. Les Françaises et les Français sont prêts à ce que la France porte une voix de paix avec force, en essayant d'entraîner ses partenaires européens. Il faut maintenant passer aux actes, sinon rien ne les arrêtera. ✪

Assan Lakehouli
secrétaire général du MJCF



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: € Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

En marche vers une guerre générale ?

Les propos du Président Macron répétés à l'envi depuis deux semaines envisageant une participation directe de notre pays et des pays occidentaux au conflit en Ukraine par l'envoi de troupes sur le terrain n'ont produit qu'une montée des tensions internationales. Ils ont ridiculisé nos dirigeants dans toute l'Europe occidentale. Il existe d'autres points chauds sur la planète qui comportent des risques d'escalade nucléaire : pensons à Taïwan où la Chine se dit résolue à empêcher par la force l'indépendance, ce qui pourrait déclencher une guerre avec les États-Unis. De même, les différends sur la souveraineté en Mer de Chine méridionale pourraient déboucher sur un véritable conflit entre la Chine et les États-Unis si les USA intervenaient en soutien aux États voisins. Enfin Macron encore développant un nouvel axe indopacifique s'appuyant sur la militarisation de la Nouvelle Calédonie. Les autres points chauds sont la péninsule coréenne, la zone de l'Arctique où pays de l'OTAN et Russie sont en concurrence, l'Asie du Sud où Inde et Pakistan sont deux puissances hostiles disposant de l'arme nucléaire, et le Moyen-Orient avec Israël, puissance nucléaire décidée à empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire. Dans un monde de moins

en moins sûr, il n'y a plus de conflits locaux sans conséquences planétaires. C'est cette réflexion qui a amené 93 pays à signer et déjà 70 à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) pour conjurer ce péril nucléaire.

La course aux armements se combine à l'existence de tous ces foyers de tension maximale et accroît ainsi les risques de conflit mondial. La course aux armements nucléaires est de nouveau à l'ordre du jour au fur et à mesure de l'expiration des traités de limitation du nombre des armes stratégiques entre les USA et la Russie, mais avec cette différence qu'elle ne concerne plus seulement ces deux puissances et qu'elle concerne maintenant la Chine, visée comme « rival systémique » par les États-Unis et l'OTAN. Justifiant ainsi leur programme de nouveaux développements de leurs armes nucléaires, les faucons américains ont déclenché une spirale classique de course aux armements : la Chine, puissance nucléaire modeste jusqu'en 2020, investit désormais massivement pour développer son arsenal nucléaire. Comme on sait, la France n'est pas en reste avec une loi de programmation militaire qui ne règle en rien la modernisation de notre outil de défense mais fait l'affaire des



marchands de canons (LPM 2024-2030) de 413 milliards d'€ (soit 40 % d'augmentation par rapport à la loi antérieure), qui inclut de l'ordre de 60 milliards d'euros pour les armes nucléaires.

La France en tant que membre permanent du Conseil de sécurité a le devoir de prendre des initiatives, en encourageant le dialogue avec les pays du sud, avec les BRICS notamment, et construire de nouvelles solidarités pour faire reculer l'idée de confrontation armée entre les nations.

Mettre la paix au cœur de la campagne électorale des élections européennes

Comme l'a rappelé Fabien Roussel à l'Assemblée nationale et comme ne cesse de l'expliquer Léon Deffontaines dans les meetings et débats auxquels il participe, le PCF, fidèle à ses traditions qui remontent à Jaurès et à la Première Guerre mondiale, appelle à dire non à la guerre et à promouvoir des solutions politiques et diplomatiques. Les communistes feront tout pour empêcher l'escalade, ils appellent à constituer une vaste coalition mondiale contre la guerre.

La paix passe par la mobilisation des peuples ; elle passe aussi par des propositions alternatives, fondées sur le droit international et la Charte des Nations unies. Les communistes veulent réhabiliter l'ONU et les notions de multilatéralisme et de sécurité commune. Notre liste sera porteuse de cette vision pour notre pays et pour l'Union européenne. ✪

Alain Rouy

et **Jean-Charles Schmitt**



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichieï (directeur),

Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,

Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff

Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA